Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 14 NOVEMBRE 1834.

Rapport présenté par M. LOUDE, au nom de la Commission d'Industrie, sur les pétitions des fabricans de coton du royaume.

MESSIEURS,

La matière première de l'industrie cotonnière vient toute du dehors; la quantité que le pays reçoit est exactement connue; son volume et la modicité du droit qu'elle paie à l'entrée garantissent de toute fraude; aussi cette industrie est peut-être la seule du royaume dont l'importance puisse être déterminée avec quelque précision.

Les importations antérieures à la révolution ne nous sont guères connues; celles de 1831 ont été peu considérables, parce que nos relations avec la Hollande ayant été brusquement interrompues, les fabrications ont dû éprouver beaucoup de ralentissement; mais en 1832 et 1833, soit par suite des besoins du commerce ou l'espoir d'un meilleur avenir, soit enfin par un dévouement patriotique, les ateliers ont repris à-peu-près leur ancienne activité; dès-lors les états d'importations peuvent servir de base à l'appréciation de nos fabrications.

Les importations s'élèvent pour chacune de ces années à 5,600,000 kil., qui ont coûté vers onze millions de francs. Leur travail exige l'emploi des produits indigènes en garance, huiles, houilles, etc., pour une somme qui dépasse un million.

La fabrication accroît considérablement ces valeurs, et si nous devons ajouter foi aux rapports consignés dans les journaux, elle serait décuplée en Angleterre et en France, mais en Belgique votre commission estime que pour les calicots et indiennes dans l'état actuel des choses, cette valeur n'est guère que quadruplée.

La part de la main-d'œuvre dans l'accroissement de cette valeur est, suivant les calculs de plusieurs fabricans, du tiers environ du prix de l'objet fabriqué, d'où résulte que cette industrie répand parmi la classe ouvrière une somme annuelle de treize à quatorze millions.

Mais pour procurer au pays cette source de revenu , il a fallu créer des établissemens qui ont exigé l'emploi de capitaux considérables , et pour en apprécier la hauteur nous nous sommes livrés à l'examen minutieux des frais de leur construction , et nous pouvons dire que sans les entourages du luxe qui se fait remarquer çà et là , ces établissemens ont coûté vingt millions de francs.

Une nation éclairée sur ses intérêts , cherchera sans doute à conserver une industrie qui a exigé l'emploi de moyens aussi dispendieux et qui procure autant de ressources à la classe ouvrière ; mais on ne peut la conserver sans la protéger , et pour apprécier le besoin de cette protection , il suffira de nous reporter à l'époque de notre réunion à la Hollande , lorsque le marché intérieur comptait deux millions de consommateurs de plus , et que Batavia nous présentait un débouché vaste et privilégié , et cependant encore alors l'industrie cotonnière a eu quelquefois sa part de souffrances.

La cause en était due , peut-être , au million Merlin qui avait multiplié les filatures au-delà des besoins , confié des capitaux à des mains inexpérimentées , excité des concurrences ruineuses . Peut-être aussi la société de commerce y avait-elle contribué en exagérant ses demandes que parfois elle ralentissait ou interrompait brusquement ; de là cet état de gêne qui s'est particulièrement fait sentir en 1826 ; il est encore présent à vos souvenirs.

Ce n'est donc pas la révolution seule qui a occasionné l'embarras des cotonniers , mais évidemment elle en a aggravé les causes , car à peine sommes-nous tolérés maintenant sur un marché que nous possédions presque exclusivement , et si nous y pénétrons par fois , ce n'est qu'à la faveur d'un pavillon étranger , c'est-à-dire , chargés de frais dont nos rivaux sont exempts.

Aussi , Messieurs , depuis que ce commerce a montré ses plaies à nu , nous ne craignons plus de vous dire que nos exportations en Hollande sont ruineuses pour les exportateurs , et que la plupart des envois sont moins pour la vente que pour servir de gage aux bailleurs de fonds.

Cependant on avait cru quelque temps à un retour de prospérité ; des fabricans ayant attribué à la modicité des capitaux roulans , la cause principale de l'interruption de nos relations avec les Indes , la banque leur offrit un assez large crédit à des conditions que l'on peut considérer comme favorables et une société fut formée sous ses auspices . Mais quelques doutes s'élevèrent bientôt sur une opération faite dans la prévision d'une perte probable , et , en effet , si tel doit être le résultat d'un premier essai , il n'est guères à croire qu'on veuille en réitérer l'épreuve ; d'ailleurs une semblable opération , même avec les circonstances les plus favorables , ne peut être d'une durée de moins de dix-huit mois ; car pour faire les achats , les expédier , les échanger contre des produits convenables au pays , en effectuer le retour en Europe , ce délai est nécessaire , et dût cette expédition épuiser le crédit de trois millions , elle atteindrait à peine le 20^e des fabrications . Le remède était donc illusoire . Aussi ce qui ne paraissait douteux qu'à quelques-uns , est évident aujourd'hui pour tous , et les sociétaires eux-mêmes réunis aux autres fabricans , vous exposent leur détresse comme devenant toujours plus profonde .

C'est donc en vain qu'ils ont cherché de l'écoulement au-dehors, dépourvus de colonies et de marine, ils n'ont point d'appui dans les contrées lointaines et tous les pays voisins leur sont fermés : l'Angleterre et la France par la prohibition nettement exprimée; la Prusse et l'Allemagne par un droit prohibitif; il n'existe plus pour eux que le marché intérieur; chaque gouvernement l'assure à ses industriels; les nôtres vous en demandent aussi la jouissance, et comme vous avez déjà adopté le tarif français pour les toiles, ils sollicitent le même bienfait pour le coton; si vous le leur accordez, la France sera rassurée contre le torrent de marchandises anglaises qui inondent nos provinces et se montrera, peut-être plus disposée à faciliter nos relations commerciales avec elle. Et sans prétendre qu'un système plus restrictif ou plus libéral que celui qui nous régit, doive servir de règle invariable à nos relations commerciales avec nos voisins, nous ne pouvons méconnaître que c'est par un système prohibitif poussé jusque dans ses dernières conséquences et même jusqu'à la peine capitale, que l'Angleterre est venue à ce haut degré de prospérité industrielle qui étonne l'univers.

C'est ce système qui a réplacé la France à sa hauteur naturelle, l'a sauvée de l'abîme de ruines qui semblait prêt à l'engloutir à la suite des malheurs des guerres de l'Empire, de la double invasion de l'Europe coalisée, de la restauration, enfin, et du milliard d'indemnité.

C'est encore sous l'égide de ce système que la France a perfectionné ses produits manufacturiers et la brillante exposition qui s'en est faite, l'atteste suffisamment.

Elle serait plus prospère sans doute si elle admettait nos fers et nos houilles dont le besoin se fait sentir si vivement dans ses établissemens industriels, et si par un traité dont les conditions seraient réciproquement avantageuses, les droits sur les produits des deux pays étaient réduits dans les proportions des besoins du consommateur.

Mais tant qu'elle persistera dans son système prohibitif, il est de la dignité du pays, il est de notre devoir envers les populations industrielles d'user de réciprocité, et d'appuyer l'industrie cotonnière dans sa demande de jouissance entière du marché intérieur.

Pour apprécier l'importance de ce marché, nous ne dirons pas que la consommation du coton par individu soit de 25 francs comme en Angleterre, ou de 17 francs comme en France, nous la bornons à 10 francs d'après divers renseignemens qui nous ont été communiqués, et nous atteignons encore ainsi la moyenne de nos fabrications.

On renouvellera sans doute le reproche banal que sous l'empire d'une semblable protection, l'industrie restera stationnaire, qu'elle se traînera dans l'ornière, que les consommateurs seront soumis aux exigences des producteurs.

Les faits répondront pour elle : l'expérience démontre, en effet, que les calicots, favorisés dans notre tarif actuel par un droit élevé, ne sont nulle part à un aussi bas prix en Europe, malgré qu'ils soient en même temps de meilleure qualité; c'est parce qu'à l'aide d'un droit protecteur, nous avons eu le

temps d'en perfectionner la fabrication et que tout perfectionnement amène une baisse de prix ; il en est de même des mignonettes que l'on vend à 10 pour cent au-dessous de celles anglaises de même qualité.

L'on obtiendrait sans doute le même résultat de la fabrication des fines indiennes et mousselines, si elle jouissait aussi d'une protection suffisante, et surtout si notre marché était défendu contre l'invasion des masses de ces tissus que l'étranger vient par fois réaliser à tout prix, soit pour se débarrasser d'objets altérés ou d'un goût suranné, ou bien par le besoin de faire un sacrifice au dehors pour maintenir son crédit au-dedans, soit encore pour ne pas avilir les prix sur ses propres marchés, ou enfin ce qui n'est pas sans exemple, dans le seul but d'étouffer nos industries ou d'en arrêter les progrès.

Le haut commerce que nous rencontrons souvent pour adversaire quand l'industrie vient vous faire ses doléances, nous dira, sans doute encore, que notre pays doit être le bazar du monde commercial et que tous les produits étrangers devraient y avoir un libre accès ; nous serions d'accord avec lui, si nos productions étaient également accueillies au dehors, mais puisqu'il en est tout autrement, nous dirons au haut commerce qu'en Belgique presque toutes les classes de la société appartiennent aux industries agricoles et manufacturières ; que c'est à les faire prospérer qu'il doit s'attacher, s'il veut être en prospérité lui-même ; qu'il doit donc s'efforcer de procurer à leurs produits le plus grand écoulement possible et nous rapporter en retour les matières premières et les denrées que le pays ne produit pas. Voilà la mission du haut commerce chez nous, s'il veut bien mériter de la patrie.

Et puis, Messieurs, nous appartient-il à nous qui ne paraissions que d'hier sur la scène politique, de nous ériger en réformateurs des nations, de vouloir donner des leçons aux gouvernemens les plus avancés dans les connaissances pratiques de l'économie politique ? Souvenons-nous de la loi mouture que le gouvernement déchu avait présentée comme la conception la plus sublime d'une loi financière que l'Europe s'empresserait d'adopter ; elle a été la honte de son auteur et a fait le malheur du pays.

Enfin, Messieurs, ne nous le dissimulons pas, si vous ne venez au secours des cotonniers, bientôt la plupart de leurs établissemens seront fermés, une population nombreuse d'ouvriers sera jetée sur la voie publique, elle vous demandera du pain, elle qui convenablement rétribuée partageait son salaire avec l'État, par la consommation qu'elle faisait d'objets soumis aux accises.

Les travaux publics, dira-t-on, fourniront un emploi à tous les bras désœuvrés ; oui, cette ressource leur sera ouverte dans la bonne saison, mais ils laisseront dans vos villes leurs femmes et leurs enfans à charge des bureaux de bienfaisance, et eux-mêmes vous reviendront l'hiver avec peu ou point d'épargne et augmenteront encore le nombre de vos pauvres.

Messieurs, assez d'industries sont languissantes indépendamment de la volonté du gouvernement et par l'effet seul du système douanier de nos voisins ; n'y ajoutons pas encore celle qui nous occupe et qu'il est en notre pouvoir de soulager. Parmi les industries qui sont en souffrance nous citerons

les forgeries au bois des provinces de Namur et de Luxembourg, de cette dernière surtout où des établissemens d'une valeur de 20 millions de florins, sont fermés ou en ruines; ce qui constitue dans la gêne les propriétaires de $\frac{2}{3}$ du sol planté en bois. La fabrication du fer au coack en est une des causes; mais la principale est due au droit prohibitif qui lui ferme l'entrée de la France.

La tannerie était aussi une industrie des plus considérables dans quelques provinces wallonnes; elle employait de nombreux capitaux, avait accumulé de grandes richesses; elle est anéantie aujourd'hui par la prohibition qui la repousse de l'Angleterre et de la France et par un droit prohibitif qui lui a fermé entièrement le marché de l'Allemagne.

Enfin il n'est presque aucun de nos produits qui ne soit repoussé par nos voisins: nos fers, nos houilles, nos cuirs, nos draps, nos cotons, nos toiles, nos verres, notre coutellerie, nos bestiaux ne rencontrent que prohibition ou droit prohibitif;... il n'est pas jusqu'aux houblons qui ne soit frappés en France du droit de 60 fr., tandis qu'on l'introduit chez nous à 1 fr. 20.

La plupart de nos droits sur les produits étrangers sont établis sur une semblable échelle.

Aussi les tristes prédictions de notre ancien collègue Serruys, qui sera longtemps l'objet de nos regrets, cette prédiction, disons-nous, s'accomplit en partie et le travail de l'étranger vient prendre sur nos marchés la place du travail national.

Messieurs, vous ferez cesser cet état de choses, vous soulagerez les souffrances de nos industriels en leur rendant la jouissance du marché intérieur, vous adopterez le tarif français pour les cotons, comme vous l'avez fait pour les toiles.

L'agriculture à laquelle appartiennent les trois quarts de la population, applaudira à une mesure qui, procurant du soulagement à l'industrie manufacturière, augmentera considérablement la consommation des produits agricoles.

On ne nous accusera pas de donner l'exemple d'un système restrictif, nous avons tout fait pour l'éviter; la modicité de nos droits en fait foi. Nous avons été au-devant de nos voisins et nous le prouvons par l'état des concessions que nous avons faites à la France.

Par arrêté du 11 décembre 1830, les bateaux charbonniers français ont été assimilés aux bateaux belges; cette faveur leur avait été refusée obstinément par Guillaume.

Par arrêté du 16 avril 1831, et à la demande du général Belliard, le bureau d'Adinkerque fut ouvert au transit de ses marchandises en général.

Par décret du 29 juin 1831, le droit d'entrée sur les houilles, qui était de 15 fr., a été réduit à 3-30, et le droit d'exportation de la houille belge aboli.

Par décret du 29 décembre 1831, la prohibition de l'importation des vins et eaux-de-vie, par terre, a été levée et le droit à la douane sur les vins, diminué.

Voilà, Messieurs, les concessions que nous avons faites à la France qui nous a donné en retour des promesses, à la vérité, bien meilleures, mais entièrement stériles, et il devait en être ainsi d'après la position humiliante que nous avons prise, soit en allant au-devant de ses désirs, pour quelques concessions, soit en cédant à leur première expression pour d'autres.

Presque sans intérêt maintenant d'adoucir la rigueur de son tarif à notre égard, la France continuera à nous fermer ses frontières, aussi long-temps que les nôtres lui resteront ouvertes, c'est-à-dire, aussi long-temps que vous n'apporterez pas de changement à votre tarif.

La nécessité de ce changement résulte encore d'une pétition des rubanniers d'Ypres que vous avez renvoyée à votre commission; et comme il y est question d'une industrie dont le coton est la matière première, nous avons cru devoir vous en présenter le rapport avec celui des cotonniers.

En France, le droit est, suivant la qualité de ces rubans, de 5 à 800 francs pour cent par kil.; il en est même qui sont prohibées. Le résultat de ces mesures a été la cessation de la plupart de nos fabriques de rubanneries, tandis que la France qui n'en comptait pour ainsi dire aucune avant 1814, en possède aujourd'hui de nombreuses.

Cependant les fabricans ne réclament pas une exagération de droit, comme ceux imposés par la France, ils bornent la demande d'une protection à 100 fr. par 100 kil.

La bonneterie a aussi réclamé votre sollicitude à son égard; ses motifs sont les mêmes que ceux invoqués par les rubanniers. Nous croyons devoir également appuyer les demandes des uns et des autres, et votre commission, Messieurs, aurait eu l'honneur de vous présenter un projet qui comprendrait toutes ces industries, si elle n'avait pensé, que le ministère qui est en négociation depuis long-temps avec la France, eût préféré le formuler lui-même. S'il en était autrement, la commission s'empressera à compléter son ouvrage à cet égard.

Le rapporteur,

L. J. ZOUDE.